

Crédit ou credit crunch ?

Fin novembre 2008, la Fédération Belge des entreprises (FEB) a donné un aperçu de la situation des PME belges en matière de crédit et de *credit crunch*. Le maître mot de la FEB était «un peu d'objectivité».

Pour cela, les résultats de plusieurs enquêtes, menées par la FEB, CRiON (courtier indépendant spécialisé en assurance crédit), FEBELFIN (Fédération belge du financement des PME) et CeFiP (Centre de connaissances du financement des PME), ont été mis en perspective.

Selon le CRiON, les entreprises sont prises en étau entre le crédit bancaire, le crédit fournisseur et les clients qui paient moins vite.

Les trois études réalisées ont permis de répondre à six questions posées par la FEB. L'étude de FEBELFIN portait sur l'offre de crédit, et les études de CeFiP et de CRiON concernaient la demande, respectivement des entreprises de petite taille et des entreprises de toutes les tailles.

Le volume des crédits bancaires a-t-il baissé actuellement?

Selon le Baromètre de CeFiP, qui a réalisé, début novembre 2008, une enquête téléphonique auprès de 607 entreprises de maximum 10 travailleurs, la réponse est «non», tout comme c'est le cas dans l'enquête menée par FEBELFIN.

De l'enquête réalisée par CeFiP, il ressort une certaine neutralité par rapport à la question de la disponibilité des crédits bancaires: il n'est «ni difficile», «ni facile» d'obtenir un crédit.

BAROMETRE DU CRÉDIT CEFIP PE

	Facile / très facile	Neutre	Difficile / très difficile
Obtention d'un nouveau crédit pour investissements	41%	17%	41%
Extension d'un crédit existant pour investissements	41%	22%	37%
Obtention d'un nouveau crédit de caisse/ligne de crédit pour affaires courantes	43%	21%	37%
	Court / très court	Neutre	Long / très long
Délai pour l'obtention d'un nouveau crédit	45%	21%	35%

Source: CeFiP - FEB

Les banques imposent-elles des exigences plus strictes pour les nouvelles demandes de crédit (prix, garanties)?

La réponse à cette question est «oui» et la neutralité n'est plus de mise. Toujours selon le Baromètre du crédit CeFiP pour les petites entreprises (voir tableau ci-dessous):

mois. S'il n'y a donc pas de véritable *credit crunch*, les conditions de l'accès au crédit ont cependant été durcies.

L'enquête de FEBELFIN, qui s'est penchée sur l'offre, confirme ce durcissement, en résumant ainsi les caractéristiques de la politique actuelle du crédit à l'égard

	Bas/ très bas	Neutre	Elevé/ très élevé
Coût du crédit d'investissement	19%	25%	57%
Coût d'un crédit de caisse	13%	20%	66%
Exigences que pose la banque	20%	13%	68%
Informations que demande la banque	20%	13%	67%

Source: CeFiP - FEB

De l'enquête menée conjointement par la FEB et CRiON, en collaboration avec le CeFiP, il ressort le même constat: 79% s'accordent à affirmer que les prix ont augmenté et 61% s'attendent à un durcissement pour les 6 prochains

des entreprises: les bons projets sont toujours pris en considération pour les crédits mais effectivement, il y a une hausse sur le *pricing*:

- la prime de risque est plus élevée





Le crédit est disponible pour les PME et les PE, à condition que le dossier soit bien ficelé, et que le client offre plus de garanties; le prix est, quant à lui, plus élevé. Les enquêtes réalisées le montrent: les bons projets trouvent des financements.

- les marchés financiers imposent des exigences en capital plus élevées aux banques
- la concurrence sur le marché des dépôts d'épargne réglementés est forte.

La prudence est de mise et les garanties exigées sont plus importantes.

Par ailleurs, les taux de la Banque Centrale Européenne ont baissé. La FEB insiste sur le fait que des types de financement, tant au niveau Fédéral qu'au niveau Régional (Flandre, Wallonie et Bruxelles) existent et sont actuellement renforcés pour lutter contre la crise.

Simple crise ou crise économique générale?

Sur une échelle de 1 (très défavorable) à 7 (très favorable) et à la question «Comment percevez-vous le climat d'entreprise actuellement (en novembre 2008)?», les réponses des entreprises interrogées par le CeFiP et situées en Flandre ont un résultat de 4,25; celles situées en Wallonie et à Bruxelles obtiennent 3,78. En moyenne, le résultat pour la Belgique se situe à 4,02 et témoigne donc d'une relative neutralité. Le résultat pour la Wallonie et Bruxelles est cependant plus négatif que pour la Flandre. A la question «Dans quelle mesure la crise financière actuelle a-t-elle un impact sur l'avenir de votre entre-

prise», la même relative neutralité reste de mise: Flandre: 3,7; Bruxelles + Wallonie: 4,09; moyenne belge: 3,89.

Position de liquidité à partir des clients, fournisseurs, stocks: capital circulant

Selon le CRiON, les entreprises sont prises en étau entre le crédit bancaire (plus cher et plus difficile à obtenir), le crédit fournisseur qui est plus strict et les clients qui paient moins vite. Afin d'optimiser le capital circulant, les entreprises vont comprimer les stocks (selon 62% des interrogés) et réduire les délais de production (selon 48%). Près de la moitié des répondants (47%) estiment que l'obtention d'un crédit de paiement suffisamment long est aussi importante que le prix d'achat.

Les pouvoirs publics: un mauvais client?

A la question «L'Etat est-il mon plus mauvais payeur?», 66% des répondants ont répondu «tout à fait d'accord». Selon la FEB, cette situation est intenable et l'Etat devrait donner l'exemple et payer à temps. La Fédération suggère, à ce propos, que les politiciens donnent des instructions à l'Etat.

Position de liquidité à partir de la gestion des risques clients

Selon la FEB, les entreprises s'attendent à une recrudescence des faillites (59%). Les chiffres des faillites de janvier au 30 octobre 2008 confirment cette affirmation, puisqu'il y a eu, pendant cette période, 6.953 faillites soit une augmentation de +7,7%, répartie comme suite:

- Flandre: +2,6%
- Wallonie: +7,2%
- Bruxelles: +19,5%

A la question «L'assurance-crédit offre-t-elle une sécurité/solution supplémentaire?», 45% des entreprises interrogées estiment qu'elles peuvent accorder plus de crédit grâce à l'assurance crédit et 32% ne sont pas d'accord. A la question «Les autorités doivent-elles stimuler les exportations en soutenant financièrement/fiscalement l'assurance crédit?», 71% sont d'accord et seulement 7% ne sont pas d'accord.

CONCLUSIONS

Si les enquêtes respectives et les méthodologies appliquées ne sont pas comparables, deux conclusions majeures peuvent cependant être mises en perspective.

1. Des volumes de crédit «normaux» sont disponibles pour les entreprises, mais leur fluidité est amoindrie: leur coût a augmenté et les garanties exigées sont plus strictes.

2. Les entreprises ont intérêt à ne pas se focaliser sur l'octroi de crédit et ne doivent le considérer que comme une facette de leur fonds de roulement. Elles doivent donc élargir leur vision en matière de fonds de roulement afin de l'optimiser. Isabelle Callens, directrice du département économique de la FEB: «en cette période difficile, il est important que les entreprises analysent leur position de liquidité et réduisent à un minimum leur capital dormant.»

On ne peut donc pas, à l'heure où les résultats ont été présentés, parler de *credit crunch*. Le crédit est disponible pour les PME et les PE, à condition que le dossier soit bien ficelé, et que le client offre plus de garanties; le prix est, quant à lui, plus élevé. Les enquêtes réalisées le montrent: les bons projets trouvent des financements. Un point de vue un peu plus objectif s'impose donc.

Isabelle Callens: «Ce serait une mauvaise chose que les entreprises se laissent guider par une perception très négative de la crise qui n'est pas en adéquation avec la réalité. Il est vrai que notre économie ne se porte pas bien. Pour nous armer contre la crise, nous devons nous fonder sur des faits et ne pas nous laisser freiner par une perception erronée.»

MAP

www.cefi-p-kefik.be
Le CeFiP a mis une page supplémentaire sur le site, consacrée à la crise et à la façon de la combattre.
www.cri-on.com
www.febelfin.be
www.feb-vbo.be